



PROGRAMME TOUS ACP RELATIF AUX PRODUITS DE BASE AGRICOLES

Bulletin d'information N° 6

Décembre 2009

EDITORIAL

Une année fructueuse

Chers lecteurs

L'année qui s'achève a été très intense et fructueuse pour notre programme. Elle a commencé avec une revue à mi-parcours (RMP) du programme et une évaluation du partenariat UE-Afrique sur le coton. Les échanges avec les parties prenantes sur les conclusions et les recommandations de ces revues ont aidé à réajuster à la fois le programme et l'approche du Comité d'orientation et de suivi (COS-Coton) qui pilote le partenariat sur le coton.

Ainsi, le COS va opérer dans un nouveau cadre d'action à partir du 1^{er} janvier 2010. Des structures plus décentralisées seront mises en place pour l'ensemble du programme AAACP et pour la composante coton. A compter du 1^{er} janvier prochain, des accords avec des organisations régionales contribueront à améliorer la circulation de l'information tout en favorisant une plus grande appropriation du programme et du partenariat sur le coton par les régions.

Cette année s'est conclue avec l'allocation des fonds de la tranche II. La revue à mi-parcours et les ateliers de travail organisés au mois de mai ont contribué à définir des critères précis de sélection des secteurs et des activités prioritaires du programme. Ces critères et un cadrage plus précis des secteurs ont abouti à un programme de travail plus cohérent.

Cela devrait renforcer l'impact en termes d'objectifs visés. Les activités à venir sont également caractérisées par une plus grande collaboration entre les cinq organisations internationales chargées de la mise en œuvre des activités du programme. Ainsi, des interventions seront mises en œuvre conjointement dans trois des cinq régions et dans au moins quatre secteurs.

(Suite en page 6)

Plan d'action global

Une vision synthétique et actualisée

Le plan d'action global pour l'ensemble du programme AAACP jusqu'à fin 2011 vient d'être approuvé. Il offre une vue d'ensemble des activités entreprises et à entreprendre dans le cadre de ce programme.

En un peu plus de 40 pages, le plan d'action global du programme AAACP décrit, région par région et produit par produit, l'ensemble des actions programmées. Il synthétise les précédents plans en les fondant en un seul et les actualise en intégrant les recommandations de la revue à mi-parcours tenue à Bruxelles en mai dernier. Ces recommandations ont sensiblement modifié les critères de choix pour les activités nouvelles à réaliser entre fin 2009 et fin 2011, date prévue d'achèvement du programme dans le cadre de la tranche 2.

Celles-ci se concentrent sur un nombre réduit de secteurs tels que définis lors de la revue à mi-parcours ; la sélection s'est faite en fonction de l'impact sur la réduction de la pauvreté et de la pertinence par rapport aux stratégies sectorielles existantes, notamment celles développées dans le cadre de la tranche 1 du programme.

Dans la région Pacifique, par exemple, le programme va désormais se concentrer sur le seul secteur des fruits et légumes. Les actions couvriront l'ensemble des résultats visés par le programme : définition de stratégies, soutien aux organisations de producteurs, meilleur accès aux marchés notamment par l'amélioration de l'information, gestion des risques... le tout devant susciter une collaboration étroite entre les cinq Organisations internationales (OI) partenaires.

Pour renforcer encore la collaboration entre les OI, les activités conjointes ou complémentaires ont été privilégiées à celles menées de façon isolée. Ainsi, en Afrique centrale, la FAO et le CCI travaillent ensemble sur la filière manioc. Avec le plantain, ce produit a été retenu comme l'un des deux produits prioritaires pour la région Afrique centrale lors de l'atelier de la revue à mi-parcours.



Le Plan d'action global s'inspire largement des remarques et recommandations des parties prenantes.

ACTIVITES EN COURS

Besoins financiers des filières fruits et légumes à Samoa

Au cours d'une table-ronde organisée par la FAO en septembre, des responsables de banques, du Small Business Enterprise Centre (SBEC) et des représentants du comité professionnel de la filière fruits et légumes de Samoa ont décidé de réaliser une évaluation des besoins et des contraintes de financement des acteurs de la filière. L'évaluation devra inclure les besoins de formules alternatives comme les contrats de production, les assurances sur le climat, etc.



Le SBEC a commencé à collecter les données permettant d'évaluer les besoins de financement des filières de l'arbre à pain, de la papaye, de la banane plantain, du citron vert et du chou vert, venant ainsi compléter les autres études en cours. L'évaluation sera également pertinente pour d'autres initiatives de stratégie sectorielle comme le centre d'agrobusiness qui prévoit de fournir des services financiers à ces activités. Contact: Federica Angelucci, Federica.Angelucci@fao.org

Organisations interprofessionnelles dans le secteur des céréales en Afrique de l'ouest

Un atelier régional sur les organisations interprofessionnelles a réuni au Sénégal 31 participants de sept pays ouest africains. Après des exposés sur les résultats des tables-rondes précédentes sur le maïs et le sésame au Burkina Faso et le riz, le sorgho et

(Suite de la page 1)

De telles collaborations permettent de meilleures synergies et d'importantes économies en terme de coûts avec, par exemple, l'organisation d'ateliers de formation communs aux deux organismes. C'est ainsi que la Banque mondiale et la CNUCED vont intervenir dans la filière manioc avec des activités spécifiques mais complémentaires, en collaboration avec la FAO et le CCI.

Un autre critère déterminant dans le choix des nouvelles activités est leur continuité avec celles entreprises au cours de la première tranche, ainsi que leur reproductibilité dans d'autres pays ou régions ACP. Le but est de maximiser la cohérence et l'impact du programme. L'intervention du programme dans le secteur coton en Afrique de l'est et australe illustre cette continuité : les interventions initiées dans le cadre de la tranche 2 sont directement inspirées des conclusions de celles réalisées durant la première tranche. Elles permettront de concrétiser la stratégie régionale définie durant cette première tranche. Enfin des actions de soutien aux points focaux, nouvellement créés, (lire ci-dessous) ont été introduites dans le plan d'action. □

Points focaux Les régions s'impliquent

Cinq organisations régionales (OR) ACP couvrant les cinq grandes régions bénéficiaires ont été sollicitées afin de devenir les points focaux (PF) du programme AAACP. Cette initiative vise à renforcer l'appropriation et l'implication des régions dans le programme. Des accords de jumelage ont été conclus avec trois OI partenaires afin qu'elles apportent un appui technique aux points focaux, leur permettant ainsi de remplir au mieux leur mission (voir tableau ci-dessous).

Région	Point focal	OI
Pacifique	South Pacific Community (SPC)	FAO
Caraïbes	Caribbean Agricultural Research and Development Institute (CARDI)	CFC
Afrique centrale	Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC)	CCI
Afrique de l'ouest	Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'ouest (ROPPA)	FAO
Afrique de l'est et australe	Marché commun d'Afrique de l'est et australe (COMESA)	CCI

Les points focaux ont reçu trois missions principales :

- * S'assurer que les interventions du programme viennent en appui aux politiques nationales et/ou régionales et sont en cohérence avec d'autres programmes de développement en cours ou récents ;
- * Susciter l'intérêt des institutions et des bénéficiaires de la région pour le programme AAACP et développer les relations et les contacts ;
- * Contribuer à développer les échanges d'information sur le programme, ses résultats, les expériences et le savoir-faire qu'il a développés. □

(Suite en page 3)

Bientôt une bourse des matières premières en Afrique centrale ?

La création d'une bourse des matières premières à Yaoundé pourrait constituer une étape importante dans la stratégie café approuvée par le gouvernement camerounais en octobre dernier.

Un atelier s'est tenu du 27 au 29 octobre à Yaoundé pour examiner la faisabilité d'une bourse des matières premières (Comex) au Cameroun qui pourrait éventuellement couvrir l'ensemble de l'Afrique centrale. Cet atelier était organisé conjointement par la CNUCED, le Ministère du commerce camerounais et l'Office national du cacao et du café (ONCC). Il a réuni 60 participants impliqués dans la production et la commercialisation du café : producteurs et représentants d'associations de producteurs, membres de l'administration, professionnels des transports, de l'entreposage et de l'exportation.

Les participants ont examiné les pré-requis pour cette bourse (jour 1) avant d'échanger sur des études de cas. Les approches et projets potentiels pour cette Comex dans la région ont été ensuite présentés. Ces présentations ont été suivies par des débats en groupes (jour 2). Le troisième et dernier jour a été consacré à une table ronde des donateurs potentiels, suivie par les comptes-rendus des groupes de travail, synthèses et recommandations pour les prochaines étapes.

Les travaux ont été ouverts par un représentant du Ministre du Commerce. Dans son allocution d'ouverture, Pierre Berthelot, directeur de l'Unité de coordination, a resitué l'atelier dans le cadre du soutien du programme AAACP au secteur caféicole au Cameroun en le présentant comme un suivi de la stratégie café développée par les parties prenantes avec le soutien des partenaires du programme et approuvée par les autorités camerounaises en octobre dernier. La stratégie identifie la bourse des matières premières comme un instrument potentiel pour professionnaliser les échanges et augmenter la transparence du marché.

Ont également assisté à la cérémonie d'ouverture : un représentant du ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ; le Président de la Cellule de coordination de la filière café/cacao du cabinet du Premier ministre, M. Akom Mvondo ; le président du Conseil interprofessionnel du cacao et du café, M. A. Ngwe, ainsi qu'un représentant de la délégation de l'UE au Cameroun, M. Schleiffer.



(suite en page 6)

ACTIVITES EN COURS

(Suite de la page 2)

le mil au Mali, l'atelier a traité les thèmes suivants :

- * Les systèmes de chaîne d'information ;
- * L'accès au crédit ;
- * La réglementation et les standards de qualité ;
- * Le rôle des politiques nationales ;
- * L'organisation, la gouvernance et le financement des organisations interprofessionnelles nationales ;
- * Le rôle des organisations interprofessionnelles dans l'expansion des marchés régionaux.

L'atelier a formulé un certain nombre de recommandations concernant le développement des organisations interprofessionnelles. Le compte-rendu peut être obtenu auprès de l'Unité de coordination du programme ou de Aziz Elbehri à la FAO : Aziz.Elbehri@fao.org.

Bonnes pratiques agricoles en Afrique australe

Un atelier régional a eu lieu en septembre à Lusaka, Zambie, pour passer en revue et évaluer les possibilités de mise en œuvre des principes des bonnes pratiques agricoles (BPA) chez les petits agriculteurs. Les vingt-cinq participants (quatre du Malawi, quatre du Mozambique, quatorze de Zambie et trois du Zimbabwe) représentaient les groupements de producteurs de manioc et de coton.

Ils ont échangé sur les connaissances en la matière et les approches novatrices et ont avancé des propositions pour développer les capacités qui permettraient l'utilisation des BPA chez les petits agriculteurs avec un accent particulier sur l'agriculture de conservation et la gestion intégrée des ravageurs. Le développement de systèmes durables de gestion des semences pour le coton et les cultures associées et le manioc a également été discuté. Contact: Joyce Mulila Mitti, FAO: Joyce.MulilaMitti@fao.org

ACTIVITES EN COURS

Coton

Percées prometteuses sur les marchés asiatiques

Le Centre de Commerce International (CCI) a organisé cette année plusieurs missions dans des pays d'Asie où existent des opportunités pour le coton africain. Il s'agissait de répondre aux demandes des parties prenantes, formulées lors de l'élaboration des stratégies coton, d'acquérir une connaissance pratique et concrète de ces marchés.

Toutes les organisations régionales ayant été invitées à y participer, l'AProCa, l'ACA et l'ACTIF se sont joints aux professionnels du coton, producteurs et filateurs de quatorze pays d'Afrique de l'ouest, du centre, de l'est et australe. Des délégations des pays producteurs ont séjourné au Bangladesh, en Chine, en Thaïlande et en Turquie. Suite à ces missions et aux formations sur la commercialisation de la fibre, des compagnies cotonnières africaines ont témoigné de l'amélioration de la qualité de leurs relations avec les acheteurs et de l'importance de pratiques commerciales adaptées.

Chine. Des visites sur le terrain et des sessions de formation et d'information sur le marché chinois ont précédé un atelier qui a réuni des négociants et filateurs chinois avec des compagnies cotonnières africaines. Cet atelier s'est poursuivi par des contacts d'affaires

(Suite en page 5)



Amélioration de la production cotonnière dans les petites exploitations est-africaines

Un projet d'amélioration de l'efficacité de la production cotonnière chez les petits planteurs a récemment démarré en Afrique de l'est. Ce projet vient en appui à la stratégie coton du COMESA, développée cette année en collaboration avec le programme AAACP. Co-financé par le Fonds commun des produits de base (FCPB), ce projet se concentrera, dans un premier temps, sur le Kenya et le Mozambique. Un atelier de lancement a eu lieu du 24 au 26 novembre à Maputo. Il a été ouvert par M. Dennis Rangji, directeur exécutif pour le développement international du CABI en présence du Secrétaire permanent du ministère de l'Agriculture et du Développement rural du Mozambique, M. Daniel Miguel A. Clemente.



Les participants à l'atelier inaugural du programme, au Centre des conférences internationales Joaquim Chissano de Maputo.

L'objectif de cet atelier était de réunir les partenaires des principaux projets pour élaborer les plans d'action et les budgets pour la période novembre 2009-décembre 2010. Il a rassemblé quelque 30 participants parmi lesquels des représentants des institutions cotonnières du Kenya (Cotton Development Authority) et du Mozambique (Instituto do Algodão de Moçambique), d'instituts de recherche (Kenya Agricultural Research Institute, Instituto do Investigação Agrária de Moçambique, Eduardo Mondlane University), d'associations d'égreneurs du Kenya et du Mozambique et d'associations de planteurs.

Les exposés ont souligné la contribution essentielle de l'industrie cotonnière à la sécurité alimentaire et à la croissance économique durable dans la région. Les principaux défis ont été évoqués : faible productivité, capacité inadéquate, manque d'appui technique et usage limité de la technologie par les planteurs. Les rendements sont de 572 kg/ha de coton graine au Kenya contre une moyenne mondiale de 724 kg/ha (ICAC, 2007). A l'issue de l'atelier, les participants ont approuvé les plans d'action et les budgets. Les activités, qui devraient démarrer rapidement, comprennent une étude de base, la formation des formateurs, et le développement de modules de formation des planteurs dans le cadre de leurs activités aux champs. □

Prévention de la contamination du coton graine en Afrique de l'ouest

Les contaminants, qui se mêlent au coton graine lors de la récolte ou du transport, nuisent à la compétitivité du coton ouest africain en le dépréciant : des morceaux de polypropylène, provenant des sacs utilisés pour les engrais et les récoltes, se retrouvent jusqu'au stade final de traitement du coton. Le manque d'assurance qualité jusqu'à un tel stade de la transformation nuit à la réputation du coton ouest africain.

Pour relever ce défi, le programme finance un ambitieux projet intitulé *Prévention de la contamination du coton en Afrique de l'ouest* à travers deux organisations partenaires, le Common Fund for Commodities (CFC) et la Banque mondiale. Le CFC co-finance également ce projet d'une durée de trois ans, qui vise à améliorer la qualité du coton au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali, grâce à la formation de 27 000 planteurs et d'autres acteurs de la filière. Il se concentrera sur des solutions pilotes de réduction de la contamination, les primes à la qualité et l'amélioration du partenariat public-privé et des politiques cotonnières.

Les deux organisations partenaires mettront à profit leur expertise respective et collaboreront étroitement lors de la mise en œuvre des différentes composantes de cet appui.

Afin de garantir une implication et un engagement effectifs des parties prenantes nationales, des réunions seront organisées dans les trois pays en janvier et février 2010. Elles déboucheront sur un atelier régional visant à finaliser le plan de travail, notamment pour les activités à réaliser en 2010. La composante CFC du projet sera mise en œuvre par la division Afrique du nord et de l'ouest de l'IFDC, qui dispose de bureaux nationaux dans sept pays d'Afrique de l'ouest, dont le Mali et le Burkina Faso.

La personne contact pour ce projet est Dr Marjatta Eilittä, e-mail meilitta@ifdc.org - Division Afrique du nord et de l'ouest de l'IFDC, B.P. 4483, Lomé, Togo. □



ACTIVITES EN COURS

(Suite de la page 4)

bilatéraux directs portant sur l'achat de coton africain et la fourniture d'intrants et machines chinoises: 30 entreprises chinoises ont rencontré 27 délégués africains. Deux contrats ont été conclus pour l'achat de 3000 balles de coton kenyan et malawite. Il s'agit des premiers achats directs, sans intermédiaires, de coton africain par des firmes chinoises. D'autres contrats sont en cours de négociation avec des égreneurs d'Ouganda et de Zambie.

Par ailleurs, l'Université de technologie de Zhengzhou a accepté de tester les cotons africains et de diffuser les résultats auprès des filateurs chinois. Enfin des discussions ont eu lieu entre banquiers sur le financement et les crédits.

Bangladesh. Le 26 septembre, un premier chargement de 1000 balles de coton de Tanzanie, négocié sans intermédiaire, a appareillé en direction du Bangladesh. Il s'agit de la première retombée concrète de la mission qui s'est rendue dans le pays en février.

Thaïlande. Lors de leur visite, 24 délégués africains ont eu des contacts d'affaires directs avec 15 importateurs thaïlandais. Plusieurs filateurs thaïlandais ont prévu de se rendre en Afrique durant la campagne 2009-2010 pour approfondir les relations tissées à cette occasion.

La première retombée concrète a été la signature du premier contrat de vente directe entre un égreneur tanzanien et un filateur thaïlandais.

Turquie. Plusieurs négociants de coton et filateurs turcs ainsi que la compagnie semencière ProGen se rendront en Afrique de l'ouest et du centre durant la prochaine campagne cotonnière fin 2009 et début 2010. □

(Suite de la page 3)

Les préoccupations relevées par les participants portaient sur le volume des transactions qui permettrait à la bourse d'être économiquement viable, son impact sur les cours des transactions et le taux de prélèvement à opérer sur les transactions pour financer son fonctionnement.

Sur la base des discussions des groupes de travail, les organisateurs ont fixé les prochaines étapes de la façon suivante:

- Une étude de faisabilité de la bourse qui pourrait également couvrir les questions d'entreposage et de cadre réglementaire;
- Un atelier sur les systèmes de récépissé d'entrepôts au premier semestre 2010, suivi d'un projet-pilote;
- La mise en place d'un groupe de travail chargé du suivi et de la coordination de l'ensemble. □



Michael Ndoping, Directeur Général de l'Office national du café et du cacao (ONCC) et Pierre Berthelot, Directeur de l'Unité de coordination du programme AAACP, lors de l'atelier de Yaoundé.

(Suite de la page 1)

La mise en œuvre des activités de la tranche 1 s'est poursuivie en parallèle. Les réalisations de l'année comprennent, entre autres : l'achèvement de sept stratégies sectorielles ; la tenue de plusieurs ateliers consacrés aux liens entre agriculteurs et acheteurs dans les ACP ; une large diffusion des règles de bonnes pratiques agricoles, spécialement en Afrique de l'ouest ; une importante réunion régionale sur les céréales ; la publication conjointe d'un travail de référence sur les leçons de la réforme des filières coton dans l'ensemble des zones africaines ; des avancées significatives dans la mise en œuvre des projets de gestion des risques sur les matières premières...

Nous ne doutons pas qu'avec le nouveau cadrage suscité par la RMP et les relations plus dynamiques développées avec les partenaires dans les régions, la réalisation des activités prévues par le programme sera couronnée de succès en 2010.

Nous nous apprêtons donc à continuer à travailler avec vous tout au long de cette nouvelle année et profitons de cette occasion pour vous présenter nos meilleurs vœux et vous souhaiter une bonne et heureuse année 2010.

L'équipe de l'unité de coordination

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne. Son contenu est de la seule responsabilité de l'Unité de coordination et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne ou des Etats ACP.



PROGRAMME TOUS ACP RELATIF AUX PRODUITS DE BASE AGRICOLES

www.euacpcommodities.eu



Une initiative mise en œuvre par :



Unité de coordination :

c/o Emerging Markets Group sa (EMG)
Avenue Louise, 479 (Box 53) – B 1050 Bruxelles – Belgique
Tél : +32 (0) 2 282 03 33. Fax : +32 (0) 2 290 15 53.
E-mail : pberthelot@emergingmarketsgroup.com